



Supplément

Retour sur le congrès du Parti Communiste Français



Pages centrales

Les Nouvelles

Mensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

de Loire Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1005

13 juin 2016

prix : 0,70 €



Brésil



La contre-attaque contre le coup d'Etat

2

Aéroport

Notre-Dame-Des-Landes



Les communistes en campagne pour le OUI

3

Fête des Nouvelles



Retour en photos

4

9-10-11 SEPTEMBRE 2016

TROIS JOURS POUR REFAIRE LE MONDE.

Fête de l'Humanité

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES VALBON - LA COURNEUVE

Bande Dessinée



Le procès de la finance

6

Etats-Unis : Que faire de la dynamique de la campagne de Bernie Sanders

Invité du congrès du PCF, Tony Pecinovsky membre du bureau exécutif du Communist Party USA, nous a donné son analyse de la campagne de Bernie Sanders à la primaire démocrate (en complément du N°1003 NLA).

« Il faut interroger les caractéristiques de ce grand enthousiasme. Le mouvement est principalement composé des couches moyennes blanches largement individualistes. C'est la 3e fois au cours des 5 dernières années que nous voyons des mouvements similaires (Occupy Wall Street, Black Lives Matter précédemment). Ces populations n'ont que très peu d'expérience politique. Ils se joignent spontanément dans une explosion émotive, à cause d'une colère légitime, contre le système, une révolte contre l'insupportable explosion des inégalités. Nous, communistes américains, nous ne voulons pas les perdre, comme dans les précédents mouvements. Car ces gens n'ont souvent pas davantage d'expérience syndicale, ni de connaissance de la vie des Africains-Américains, ni de la répression dont leur communautés est victime. C'est pourquoi il faut déboucher sur un projet, une restructuration du mouvement et de sa stratégie. »



L'actualité internationale

2

Brésil : les forces progressistes organisent la contre-attaque contre le coup d'Etat de la droite

Souvent surnommé la « ferme du monde », le Brésil est le 4^{ème} exportateur agricole de la planète, 5^{ème} pays par sa superficie et sa population (200 millions d'habitants).

La découverte en 2007 d'immenses réserves de pétrole estimées à 20 milliards de barils peut propulser le pays parmi les premiers producteurs d'or noir. (Le prix unitaire dépasse alors les 100 \$).



La droite affairistes, corrompues, relai des intérêts du capital national et international est chassée en 2003, par le Parti des travailleurs (PT). Le pays, sous la présidence de Lula change alors radicalement de politique. Pendant deux mandats, des programmes sociaux sont mis en place : 30 à 40 millions de pauvres vont sortir de la misère, et enfin bénéficier du développement du pays, y compris l'accès à l'université. Le pays va afficher dix années d'une croissance moyenne de 3,5 % par an, et intègre le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Sud Africa) au sein des pays émergents.

Or brusquement en 2015, le Brésil s'enfonce dans une récession, son PIB chute de 3,7%, sa monnaie (le Réal) perd 50% de sa valeur, le chômage grimpe à 10%, alors qu'il était à 4,3 % à la fin de 2014. Les explications sont d'abord conjoncturelles. Le Brésil, comme tous les émergents est victime d'une moindre demande chinoise, son premier partenaire commercial. S'ajoute en conséquence, la baisse du prix des matières premières et tout particulièrement le prix du baril de pétrole (de 100 à 30\$ le baril).

A l'approche des élections présidentielles de 2014, les déficits sont tels, que la présidente sortante Dilma Rousseff, en dissimule l'ampleur dans une présentation moins catastrophique. Une pratique classique au Brésil et ailleurs, mais un

« bon » prétexte pour la droite en embuscade depuis tant d'années pour l'accuser de falsifications des comptes publics et réclamer son éviction. Désormais sur la touche depuis le 12 mai, le temps que le Sénat conduise son procès en destitution (le 2 août), elle a dû céder sa place à son vice président Michel Temer.

Soutenu par les médias privés, trouvant des relais au parlement et dans l'appareil judiciaire, il devient président par intérim à l'issue de ce coup d'état institutionnel. Dès sa mise en place, celui ci jette le masque et redevient un libéral véreux. Soit disant, Chantre de la lutte contre la corruption, 30% des membres de son gouvernement sont cités dans le scandale financier Petrobras et déjà deux d'entre eux ont dû démissionner.

Le programme de ce gouvernement réactionnaire de « restauration » vise à revenir au plus vite sur les acquis sociaux: réforme des retraites, refonte de la santé publique, suppression de la construction de logements sociaux, légalisation des casinos et des jeux de hasard. S'ajoute la réduction des déficits et de la dette (70% du PIB) selon les méthodes du libéralisme... et en politique étrangère, « moins de copinage avec le Venezuela et Cuba ».

Sauf qu'à deux mois de l'ouverture des jeux olympiques, les mesures d'austérité génère une forte opposition en raison des souffrances sociales retrouvées. La population rejette très fortement ce gouvernement putschiste de corrompus et le Frente Brasil Popular a été créé pour organiser la contre-attaque d'un mouvement politique et social unitaire. (voir également page 10 le livre de Jean-Yves Martin).

Venezuela : La lutte pour le pouvoir s'intensifie

La bataille politique fait rage au Venezuela entre le président Nicolas Maduro, successeur de Chavez, et l'opposition de droite, majoritaire au Parlement. Un bras de fer sur fond de crise politique de grande ampleur et dans un contexte régional marqué par la chute des gouvernements de gauche. La situation économique caractérisée par la fin de la rente pétrolière, a diminué de façon significative les revenus du pays, entraînant pénuries et inflation.

Rassemblée sous l'appellation Table de l'unité démocratique (MUD) les forces politiques évincées par la victoire du peuple, voient dans ce contexte chaotique une occasion à saisir pour chasser le président Maduro et reconquérir le pouvoir perdu en 1999.

Encore faut-il réussir à couper le président et les chavistes de la grande masse des démunis sortis de la pauvreté.

Car à la faveur des dispositifs sociaux mis en place, le taux de pauvreté est passé de 48,6% en 2002 à 29,5 % en 2011. L'alphabétisation a été saluée par l'UNESCO en 2005 et la coopération avec Cuba a permis la création de nombreuses cliniques offrant des soins médicaux gratuits.

Mais si la période Chavez a été celle de la conquête de droits à la santé, l'éducation, au logement, l'ex-président et son équipe se sont endormis sur la rente pétrolière, tardant à lancer des investissements pour la diversification de l'économie.

Aussi, comme pour tous les pays producteurs, la chute du cours du pétrole de 100\$ à 30\$ le baril en 2014-2015, a eu vite fait de



vider les caisses de l'Etat. Est venue s'ajouter une année de sécheresse exceptionnelle. Les cours d'eau sont à sec et les centrales hydrauliques fonctionnent au ralenti. Entre récession (le PIB est en recul de 5,7% pour la 2^{ème} année consécutive) et pénuries, la hausse des prix a atteint 180,9 % en 2015.

L'opposition exploite sans surprise cette situation exceptionnelle pour créer un climat insurrectionnel. Elle vient d'obtenir des autorités électorales le droit d'envisager un référendum après validation de 1,3 millions de signatures sur près de 2 millions, afin d'évincer le président.

Le 23 juin les Britanniques se prononceront sur l'éventuelle sortie de l'Union européenne

Des centaines de milliers de Britanniques, dont une forte proportion de jeunes se sont inscrits sur les listes électorales avant la date limite. Mais comme en France, les jeunes votent beaucoup moins que leurs aînés. En plus de s'abstenir, énormément de jeunes ne sont pas inscrits sur les listes (45 % des 18- 25 ans selon le gouvernement). L'an dernier le taux d'abstention a atteint 57% aux législatives parmi les moins de 25 ans, contre 22% pour les plus de 65 ans.

Tout indique à 10 jours du scrutin, qu'il constituera, quelque soit le résultat, un tournant pour l'avenir de l'U.E.

Le 26 juin, après 6 mois sans gouvernement les espagnols sont appelés une nouvelle fois aux urnes



Plus de 80% sont pessimistes sur la situation politique de leur pays: 44,6% pensent que la situation est désastreuse et 33,7 % mauvaise. Le chômage reste le premier sujet de préoccupation devant la corruption.

La presse de droite en France met en valeur le fait que Podemos pourrait avec 25,6% des voix dépasser le Parti socialiste (20,2%). Mais cette annonce masque l'essentiel, le maintien de la droite comme première force politique du pays, avec le Parti populaire (28,5%) et qui pourrait de plus recevoir le soutien du nouveau parti centriste.

Les créanciers se querellent sur le dos des grecs :

Alors que le conflit menaçait de reproduire la situation du printemps 2015, un accord a été esquissé entre les ministres des finances de la zone euro et du FMI, fin mai. Dont acte a été donné à Athènes des nouvelles vagues de coupes budgétaires et sociales (retraites notamment).

La Grèce obtient en conséquence le déblocage de prêts. La dette pourrait être réduite mais seulement à l'horizon 2018, si elle tient ses promesses.

Certains pensent que cet accord n'a qu'un objectif, éviter une nouvelle crise avant le référendum britannique.

NDDL : référendum du 26 juin

La Basse-Loire est le poumon industriel de l'agglomération nantaise. C'est la raison pour laquelle l'UL CGT Basse-Loire lance une campagne pour l'avenir industriel du territoire, « **atout incontournable pour un avenir durable de l'économie locale et des communes, en particulier pour répondre aux besoins des populations** ».

En effet, de multiples préoccupations concernent de grandes entreprises parmi lesquelles : la DCNS, Arcelor-Mittal, Berylco, la centrale de Cordemais. Des préoccupations qui d'ailleurs avaient été soulevés par Gilles Bontemps (PCF) en avril dernier à l'occasion des élections législatives partielles sur la circonscription. Le CGT sensibilise et se mobilise, car derrière des stratégies qui menacent la pérennité de ces entreprises se jouent l'emploi et la vitalité économique de tout un territoire.



En Loire-Atlantique

3

NDDL : Les communistes en campagne pour le OUI

Le 26 juin prochain, dans chacune des communes de Loire-Atlantique les électeurs devront se prononcer sur cette question : « Êtes-vous favorable au projet de transfert de l'aéroport Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dames-des-Landes ? Depuis de nombreuses années, militants et élus communistes de Loire-Atlantique soutiennent le projet.



Le transfert de l'Aéroport de Nantes-Atlantique vers Notre-Dame-des-Landes, s'avère être une nécessité pour les communistes de Loire-Atlantique et leurs élus. C'est en 2000 que Jean-Claude Gayssot, alors Ministre des Transports, annonce la décision du transfert. S'en suivra le processus démocratique (enquête publique, positionnement des élus locaux...) et les divers recours qui nous amènent

aujourd'hui à la consultation citoyenne.

Un soutien réaffirmé lors du 41ème congrès départemental du PCF (voir ci-dessous) et, également par le Comité Exécutif National (CEN) du PCF après une mission d'expertise qui a permis au responsable du Pôle écologie du PCF, Hervé Bramy, de rencontrer les acteurs opposés et favorables au projet. C'est sur la base de ses nombreuses auditions, de la documentation militante comme des rapports officiels que le CEN du PCF a émis un avis favorable tout en rappelant quelques conditions nécessaires au transfert parmi lesquelles, le respect des engagements de Vinci quant au contrat de concession, le respect des contraintes environnementales, le maintien de la piste à Nantes-Atlantique pour Airbus, le respect des dispositifs en direction du monde agricole... (Voir l'ensemble des documents sur <http://44.pcf.fr/88454>).

Le transfert, est rendu nécessaire par la progression du nombre de passagers et de vols (le trafic a doublé à Nantes-Atlantique en 10 ans. 4,398 millions de passagers en 2015 alors que la DUP en prévoyait 4,4 en 2020), et par l'impact sonore pour les 45000 habitants répertoriés dans le plan d'exposition au bruit. Mais, le transfert est tout aussi nécessaire pour le développement et le désenclavement du territoire. Sont en jeu de nombreux emplois tant pour la réalisation de la nouvelle plateforme que par la possibilité, une fois le transfert réalisé, de libérer des terrains en Sud-Loire devant accueillir de nouvelles activités ou permettre à d'autres de se développer (extension de l'IRT...). Les enjeux sont également importants en terme de logements, dans une métropole dynamique, mais bridé par le plan d'exposition au bruit.

Résolution du PCF44

Oui au transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre Dame des Landes

Lors de leur dernier congrès, les communistes de Loire-Atlantique adoptaient la résolution suivante en faveur du transfert de Nantes-Atlantique :

« Le 26 juin prochain, les habitantes et habitants de Loire-Atlantique sont appelés, par référendum, à donner leur opinion concernant le transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes.

Au vu du contexte, la Direction Nationale du Parti Communiste Français a décidé d'approfondir son expertise afin de prendre position dans ce débat. Elle n'a pas ménagé ses efforts pour entendre la diversité des acteurs, des avis, des arguments. Nous saluons la qualité et le sérieux de la mission d'étude du Pôle Ecologie, conduite par Hervé BRAMY pour le Comité Exécutif National qui vient d'émettre un avis favorable au transfert.

Pour sa part, depuis l'origine du projet annoncé par le gouvernement en l'an 2000, La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français, ses élu-e-s, une très grande majorité des communistes de son territoire, ont exprimé un avis favorable au transfert.

En premier lieu, parce qu'il s'agit de la qualité de vie et de la sécurité des familles survolées à très basse altitude. Aujourd'hui, il y a 50 000 mouvements d'avions par an à Nantes-Atlantique, 65 000 demain. Le trafic a progressé d'un million de passagers en 3 ans, doublé en moins de 10 ans. C'est la plus forte progression en France.

Les conséquences des nuisances sonores et des pollutions sont importantes pour les 45 000 habitants répertoriés dans le plan d'exposition au bruit. Ils seraient 64 000 habitants demain et 80 000 à terme.

Le transfert de l'aéroport, c'est le défi de l'aménagement et de l'avenir du territoire.

Nous voulons une région ouverte au monde grâce à son Grand Port Maritime, ouverte à l'Europe grâce à un aéroport capable d'accueillir 9 millions de passagers à l'horizon 2060.

Nous voulons répondre au défi du développement économique et social, au défi de l'emploi. Les espaces libérés par le transfert permettent de doubler le nombre d'emplois directs accueillis sur le site, permettent de faire de Nantes-Atlantique un pôle économique majeur de dimension européen.

De ce point de vue, le maintien d'une piste d'atterrissage, exclusivement réservée à Airbus, permettra aux avions « Belouga » d'effectuer leurs rotations, confortant ainsi l'avenir de l'industrie aéronautique dans notre département.

Nous voulons préserver l'environnement en luttant contre l'étalement urbain, avec la construction de 15 000 logements supplémentaires à l'intérieur du périphérique Nantais, avec les 17 300 hectares agricoles et naturels préservés par le Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PEAN).

Parce que les populations de Bretagne et des Pays de la Loire méritent un développement harmonieux, méritent d'entrer dans ce siècle en réunissant les conditions d'occuper toute leur place au plan européen et mondial, les Communistes de Loire-Atlantique s'engagent avec conviction et détermination pour le OUI au transfert.

Confiant dans l'issue de cette consultation, ils respecteront le vote majoritaire sorti des urnes. »

Navale

STX renoue avec les commandes, à quand les embauches ?



Après des années difficiles, il semble que les chantiers navals de Saint-Nazaire renouent avec les commandes. En effet, après la confirmation par le groupe MSC au mois de février de l'option de deux paquebots de croisière, puis son intention de commande de quatre navires au mois d'avril, STX a également décroché trois commandes de paquebots supplémentaires par l'armateur américain RCCL auquel vient d'être livré le Harmony of the seas, plus gros paquebot du monde. Il s'agit de paquebots géants : l'un de 362 mètres de long, identique à l'Harmony, et deux de 300 m de long. Le contrat porte sur un montant de 2,5 milliards d'euros. Ainsi, STX France se retrouve avec un carnet de commandes représentant plus de 100 millions d'heures de travail. Le chantier va devoir livrer deux paquebots par an jusqu'à 2022. Il est donc assuré de tourner à plein régime jusque-là, et aura encore de l'activité jusqu'en 2026.

L'heure est donc à l'embauche pour les chantiers.



L'effectif était tombé à 2 400 personnes en 2012, il est aujourd'hui remonté à 2 650 salariés STX parmi les 6 000 personnes (30% de travailleurs détachés parmi les sous-traitants) qui y travaillent chaque jour. STX prévoit à nouveau de recruter 150 personnes en 2016 et de poursuivre sur ce rythme dans les deux prochaines années. Pour autant, selon la CGT, c'est loin de suffire, les arrivées compensent à peine les départs. **Le syndicat réclame l'embauche en CDI de 600 ouvriers et 200 administratifs, techniciens et agents de maîtrise (ATAM).** Un objectif qui doit être atteignable à court terme « sur le chemin d'un chantier à 5 000 CDI STX ». Pour ce faire, il convient de mettre l'accent sur la formation, « y compris, pourquoi pas dans une école d'apprentissage en interne » lance la CGT. Mais pour rendre les chantiers plus attractifs pour les nouvelles recrues il faudra selon le syndicat revaloriser les salaires et « arrêter une pratique choquante consistant à rémunérer les salariés en dessous du taux horaire du SMIC ».

Fête des Nouvelles, fête de la presse communiste

A l'occasion de cette fête des Nouvelles, le journal a fêté son 1000ème numéro. 1000 numéros d'engagement, de soutien aux luttes émancipatrices dans le département, 1000 numéros pour faire connaître les engagements des communistes et de leurs élus.

La fête des Nouvelles de Loire-Atlantique, c'est aussi par extension la fête de toute cette presse communiste dont le travail est unique !

De nombreux « festivaliers », curieux et camarades se sont réabonnés à l'occasion de la fête !

Pour soutenir les Nouvelles et la presse communiste, L'Humanité, prenez vos abonnements ! Pour continuer, nous avons besoin de vous !!!



Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique 4



Qu'ils soient remerciés...

Si la dernière édition de la fête des Nouvelles a été aussi combative, enjouée, et en un mot réussie, c'est bien grâce à l'engagement des nombreux bénévoles, communistes, lecteurs des Nouvelles de Loire-Atlantique, sympathisants, amoureux de la fête venus donner le coup de main !

Sans eux la fête ne pourrait voir le jour, alors merci encore aux nombreux bénévoles, militants du PCF ou non qui se sont investis sur la fête ! Merci aux camarades intermittents du spectacle, à Carole du Mon Soleil, à la librairie de la Renaissance venue tout spécialement de Toulouse, aux associations et artistes qui ont été présents cette année, à Patrice Morel pour son travail photo...

Une première : l'expo des camarades artistes

Les camarades artistes peintres ou photographes ont pour la première fois, exposés leurs œuvres dans un stand qui leur était réservé. Une première qui nous l'espérons sera reconduite l'an prochain.

Temps d'échanges, de lutte et de fraternité

Près de 2500 personnes se sont retrouvées, tout au long d'un week-end, les 14 et 15 mai derniers, au parc paysager de Saint-Nazaire pour la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique.

Une fête toute entière mobilisée contre la loi travail.

Une vraie réussite populaire, festive et politique pour la fête du mensuel de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF qui cette année s'est déroulée au cœur des luttes contre la loi travail. Et, de cette loi, il en a été question tout au long du week-end. Sur les stands tout d'abord, dans les conversations, sur les tracts, les banderoles... Autour de syndicalistes en lutte durant le débat organisé le samedi sous le stand du livre. Etaient présents à ce débat Guillem Payret, responsable CGT jeunes, Adrien Helary du mouvement des Jeunes Communistes, Joël Lemarié, syndicaliste CGT et président du Conseil des Prud'hommes de Saint-Nazaire, Jean Brunacci, porte-parole solidaire 44. Fabrice David, secrétaire de l'Union Départementale CGT44, a aussi été invité à s'exprimer durant le meeting de clôture du dimanche, invitant à poursuivre et amplifier les mobilisations.

La gauche de transformation et de progrès social au rendez-vous.

La fête sait aussi rassembler et mettre en débat la gauche autour de cette question : « 80 ans après sa création, comment construire un Front Populaire et citoyen du XXIème siècle ? »

Ce débat en présence de Christian Picquet (pcf), Robert Hirsch (Ensembles), Eric Touzeau (gauche critique du PS, Fabrice Bazin d'EELV), a mis en lumière les défis qui attendent la gauche de transformation sociale si elle veut changer la donne dans le pays. Un moment fort de la fête.

Sur le stand de la fédération de Loire-Atlantique du PCF, les militants ont fait remplir et récolté les questionnaires de la grande consultation citoyenne, un outil propice à l'échange et au débat.



Sans oublier la fête...

La fête des Nouvelles ne serait rien sans l'esprit festif qui la fait vivre : animations pour enfants, stand du livre, concerts, sont autant de moments qui ont enchanté petits et grands.

C'est aussi un temps d'échanges entre les élus communistes et la population lors du traditionnel apéritif des élus communistes et républicains. A cette occasion la fête toute entière a levé le verre pour le 1000ème numéros des Nouvelles...

En attendant la prochaine édition, vous trouverez ci-dessous quelques souvenir de l'édition 2016...



Brexit, la confédération syndicale britannique contre la sortie de l'U.E.

La confédération syndicale britannique TUC (Trades Union Congress) est sortie de sa neutralité pour s'engager résolument dans la campagne contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. Il n'y a qu'une seule confédération syndicale au Royaume-Uni, le TUC, 7 millions d'adhérents au sein de laquelle les syndicats sont totalement indépendants. Le TUC est lui-même resté longtemps indécis, reflétant ainsi les tiraillements au sein de la société britannique. Mais ces derniers mois, ses organisations (fédérations et principaux syndicats) ont tenu leurs congrès respectifs ou ont interrogé directement leurs adhérents. Si une minorité de ces organisations souhaitent rester neutres, les réponses de la majorité vont sans hésitation au « no ». Par ailleurs, quelques parlementaires travaillistes sont allés à l'encontre de la ligne de leur parti en défendant la sortie du pays de l'Union Européenne, ralliés au mouvement « Vote leave ».



Le social au cœur

5

Loi travail : une période décisive pour gagner !

Après trois mois de manifestations et de grèves, la mobilisation contre le projet de loi travail se poursuit. Suite aux diverses assemblées générales, les mouvements, y compris reconductibles, se déroulent et des actions sous des formes diverses se développent à l'image de la grève à la raffinerie de Donges reconduite par les salariés. Dans cette période, plusieurs enjeux se posent aux militants, aux salariés mobilisés, au mouvement social en général si crucial pour l'avenir du pays. En premier lieu celui de l'élévation du rapport de force. Alors que les manifestations, la grève, suivie dans les secteurs publics, para publics et privés clefs mobilisent de nombreuses énergies la nécessité d'un réel élargissement apparaît toujours plus prégnant, pour accroître la pression et espérer l'emporter.

En effet, les failles dans lesquelles s'engouffrer existent. Depuis le début du conflit, la lutte paie et le gouvernement s'est vu contraint de céder à des revendications sectorielles légitimes. Pour autant, il s'obstine à ne rien lâcher, en particulier sur la primauté des accords d'entreprise sur les accords de branches et la loi, le maintien et de développement de l'emploi, le référendum d'entreprise, la facilitation des licenciements, le temps de travail, la médecine du travail, la pénalisation financière des privé-es d'emploi... En cela, l'ancrage et l'extension de la mobilisation d'ici au 14 juin révèle toute son acuité.



Cette suite de chiffres permet de mesurer l'ampleur du chemin parcouru et celui restant, ils soulignent la capacité du camp progressiste à peser et à faire reculer ce gouvernement. En effet, les syndicats opposés à la loi travail sont en ordre de bataille pour multiplier et participer aux actions décidées par les salariés en assemblées générales, y compris par des grèves. Il faut travailler entre autres, à des temps forts de convergence de luttes interprofessionnelles par la grève et les manifestations, en organisant ou en renforçant les journées déjà engagées jusqu'au 14 juin et permettre le succès de la votation organisée dans toutes les entreprises, services, lieux d'études, avec, en ligne de mire la grande mobilisation parisienne.

Deuxième enjeu, gagner la bataille des idées et conquérir l'opinion. Force est de constater qu'aujourd'hui deux tendances coexistent dans la population. Un récent sondage démontrait que seul 13% seulement des sondés souhaitent que le projet

El Khomri reste "en l'état" alors que 46% souhaiteraient son retrait et 40% attendent (au minimum) qu'il soit retravaillé. Valls est convaincu quant à lui que la bonne solution, c'est de ne plus bouger en attendant que les Français, par lassitude ou par conviction, basculent et finissent par lui donner raison. Ce pari risqué peut malheureusement l'emporter. En effet, aujourd'hui interrogés sur leur perception du mouvement social, 45 % des Français l'approuvent alors que le projet de loi est examiné par le Sénat, après son adoption à l'Assemblée via le recours à l'article 49.3. Il y a trois semaines, la même enquête avait donné un résultat exactement inverse, avec 54 % des Français approuvant les grèves et manifestations, contre 45 %.

Cette mobilisation s'avèrera décisive alors que le gouvernement, fait la sourde oreille aux revendications des salariés n'hésitant même pas à citer de manière tronquée Maurice Thorez ! Exigeons le retrait de cette loi scélérate !

La pride investit Nantes - 20 ANS !

Il y a eu la dépénalisation de l'homosexualité il y a 34 ans, il y a eu l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Et pourtant les discriminations liées à l'identité et l'orientation sexuelles sont toujours réelles. C'est pour rappeler cet état de fait et continuer à combattre pour l'égalité, que la marche des fiertés est toujours là, organisée par le centre LGBT de Nantes, samedi dernier 11 Juin et soutenue par la Ville de Nantes et son adjointe membre du groupe communiste et républicain Katell Favennec. Des événements culturels, militants, festifs et de loisirs, se sont déroulés tout au long du mois passé, afin d'annoncer la 20ème marche des fiertés de Nantes. Des expositions, de la danse, du cinéma avec Cinépride, du théâtre, des débats, de la prévention ...

Les inégalités de droits avec les hétérosexuels sont toujours malheureusement d'actualité en termes de parentalité, de droit au séjour, de santé, d'état civil etc. Par ailleurs l'homophobie et toutes les autres formes de discriminations au travail, dans la rue, dans la famille sont à la source de difficultés psychologiques, d'isolement voire de suicide. En cela, l'action déterminée des pouvoirs publics est à amplifier et le rôle des associations à soutenir et conforter, a contrario des politiques menées par le Conseil régional de droite encore récemment.

Ce défilé a permis cette année encore de ne pas céder un pouce à la réaction, de lutter pour les droits acquis et à venir avec la présence de plusieurs milliers de personnes, dont de nombreux militants et élus communistes venus les soutenir !

Victoire pour les salariés de Biolam !

A l'heure où nous écrivons ces lignes les salariés des huit labos d'analyses médicales de Saint-Nazaire et de la Presqu'île ont levé leur grève reconductible. Les salariés de Biolam avaient stoppé le travail pour exiger des augmentations de salaires alors que l'entreprise connaît une croissance de ses bénéfices conséquente (1 637 853 euros en 2014 contre 707 800 entre 2013). L'intersyndicale portait également l'exigence d'embauches en lieu et places des heures supplémentaires récupérables devenues aujourd'hui la norme.



Le protocole d'accord de sortie de conflit soumis auparavant par la direction proposait une augmentation unique, non renouvelable de 45 euros bruts au prorata du temps de travail, soit 2.9 euros par mois... Inadmissible pour les salariés mobilisés au sein de l'intersyndicale FO, CFDT et CGT, parlant d'une seule voix. L'an dernier, les salariés avaient obtenu une augmentation de seulement 0,3 %.

La mobilisation déterminée des salariés a permis de gagner une augmentation salariale de 4,5% en moyenne, une prime de 500 euros brut ainsi qu'une prise en charge des tickets resto à 60% par la direction. Une lutte exemplaire qui a permis de faire céder les dirigeants de l'entreprise. Les soutiens nombreux des militants, des élus communistes, des riverains comme l'engagement sans faille des employés a payé !

La CGT interpelle la France devant l'ONU sur les répressions et violences anti-syndicales !



La CGT était lundi 6 juin à Genève pour dénoncer devant le Comité des droits économiques et sociaux des Nations unies la répression syndicale et le climat social délétère en France.

A l'occasion du 58ème examen de la France dans le cadre de l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (« PIDESC ») - le texte de référence en la matière-, la CGT a exposé devant cette instance internationale la discrimination et la criminalisation de l'action syndicale dans notre pays : acharnement judiciaire, peine de prisons fermes à l'encontre de syndicalistes.

La centrale est également revenue sur le projet de loi travail (dit El Khomri) évoquant les dispositions dangereuses et régressives pour les travailleurs qui flexibilisent et insécurisent l'ensemble de nos concitoyens, sans processus parlementaire et avec usage d'une procédure d'exception.

Suite à leur intervention, plusieurs membres du Comité des Nations Unies ont interpellé les représentants du Gouvernement français pour qu'ils s'expliquent sur la stigmatisation du fait syndical et les possibles conséquences sociales du projet de loi El Khomri, ainsi que sur les limitations des droits fondamentaux des travailleurs et citoyens. Alors que la France traverse une période de tensions sociales sans précédent, la prolongation de l'Etat d'urgence compromet la liberté de manifester pacifiquement, en toute sécurité physique, le droit de grève et la liberté syndicale. A chaque manifestation, aujourd'hui, il y a des blessés, parfois très grièvement. L'usage indéterminé de la violence ainsi que l'utilisation d'un langage guerrier à l'encontre de représentants syndicaux ou de manifestants est en soi une atteinte grave aux droits fondamentaux.

Le gouvernement français s'est retrouvé en difficulté pour répondre aux questions, et a choisi l'esquive, en demandant une suspension de séance. La CGT a explicitement réaffirmé sa détermination à rester mobilisée et agit sur tous les fronts pour combattre le projet de loi El Khomri et faire respecter les acquis sociaux, les droits et les libertés publiques en France.

Le procès de la finance en BD

Christian Chavagneux, éditorialiste d'Alternatives Economiques, débatteur de l'émission de France Inter du samedi matin « on n'arrête pas l'éco », a décidé plusieurs cordes à son arc. Il vient de co-signer avec le dessinateur James, une **BD contre la finance dévoyée. Le fil conducteur du récit est le procès judiciaire d'un certain « Jérôme K » et le procès moral de la profession de trader.** Une occasion pour faire de la pédagogie sur la crise financière, avant de livrer un verdict sans appel : les traders, aux rémunérations et ego démesurés, sont présentés comme ne sachant pas vraiment ce qu'ils font, sinon du profit. **De vrais personnages de l'histoire apparaissent (le président Roosevelt, Henry Paulson), tandis que sous des pseudos volontairement limpides, le banquier Paiebureau et l'économiste Tipéky témoignent et expliquent l'univers des banques d'affaires, des paradis fiscaux, des CDS, de la fraude systématique.**



Une lecture à offrir pour l'été...

Les aventuriers de la finance perdue. Casterman 2016, 124 pages, 15,95 euros.

Culture, idées, sciences

6

L'Huma Café

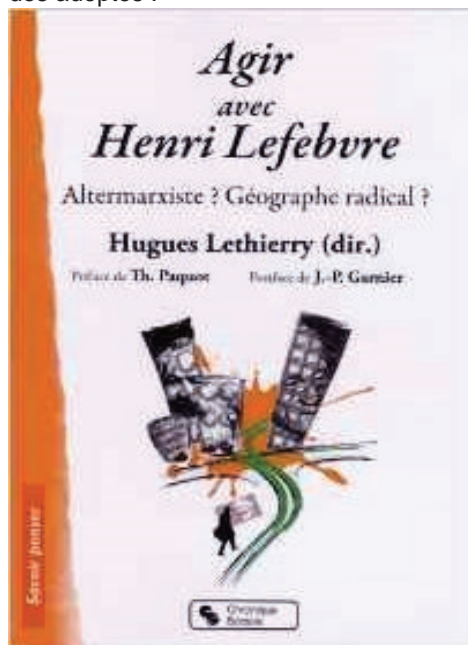
Le droit à la ville habitable, un enjeu démocratique.

L'Huma café a tenu son 102 e numéro de la saison 13, samedi 3 juin au L.U.

Corinne Luxembourg, géographe urbaine, enseignante à l'Université d'Artois, auteure de **Pour une ville habitable** (Le Temps des cerises), collaboratrice de La Revue du projet (PCF), devait se faire excuser de son absence, faute d'avoir trouvé un train pour descendre à Nantes. (Comme quoi les mouvements de grèves sont plus efficaces que ne le laissent entendre les médias).

Laurent DEVISME, urbaniste, enseignant - chercheur à l'ESAN de Nantes, auteur de La Ville décentrée (L'Harmattan), co-auteur de **Nantes, petite et grande fabrique urbaine** (Ed. parenthèses), rédacteur en chef de la revue Lieux communs, collaborateur de la revue Place publique, devait en conséquence échanger avec l'animateur de cette table ronde, **Jean-Yves MARTIN**, géographe, blogueur (site A contrepied), dont le dernier ouvrage sur le Brésil vient de sortir (voir ci-contre).

L'un comme l'autre ont puisé dans l'apport d'**Henry Lefebvre** dont ils sont des adeptes :



Quand il s'agit d'espaces, de territoires, qu'il est question de la ville, de son urbanisme, de rapport de domination et de leurs représentations, le recours/retour à Henri Lefebvre s'impose.

Son droit à la ville ne peut justifier n'importe quelle politique de la ville. Plus qu'un droit d'accès ou même d'y habiter, il est un droit à la centralité. **Il doit être repensé comme faculté de décider collectivement comment faire société, dans une démocratie enfin aboutie.**

Objet d'une approche différentialiste, il constitue un enjeu démocratique et peut devenir un puissant levier d'émancipation populaire.

Mouvements populaires brésiliens

Entretien avec **J-Y Martin**, géographe, à l'occasion de la sortie de son livre « **Mobilisations populaires au Brésil** »*

Pourquoi ce nouveau livre sur le Brésil ?

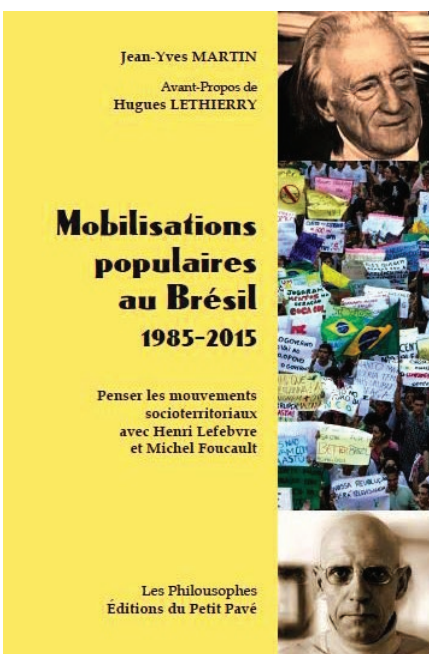
C'est la réalisation d'un engagement pris il y a 15 ans. En 2001, j'ai publié un premier livre sur les Sans-terre brésiliens, tout en participant à plusieurs ouvrages collectifs sur la question de la terre dans le Brésil de Lula. J'ai continué à suivre la question rurale dans ce pays, avec un double constat : celui d'une non-réforme agraire et celui de l'évolution d'un modèle agricole plus favorable à l'agrobusiness d'exportation qu'à l'agriculture paysanne vivrière. L'heure est venue pour moi de faire le point, à un moment qui s'avère aujourd'hui crucial pour le pays.

Géographie et philosophie font-elles bon ménage ?

J'ai toujours considéré que la géographie aurait beaucoup à gagner à affirmer ses fondamentaux théoriques marxistes. L'école de géographie dite radicale critique n'a jamais vraiment réussi à s'implanter en France, malgré une tentative pionnière comme celle de la revue HÉRODOTE dans les années 1970. Ailleurs, la tradition est pourtant vivace, de longue date aux États-Unis avec ANTIPODE ou plus récemment au Brésil avec CIDADES. Dommage, car la valeur explicative - heuristique, diraient les philosophes - de la géographie y a beaucoup perdu, au profit de l'économisme et des sciences de la nature, avec un bilan mitigé. La dimension sociale et conflictuelle des questions liées à l'espace géographique a ainsi été durablement évacuée, faute d'oser un marxisme revisité.

Pourquoi ces références à Henri Lefebvre et Michel Foucault ?

Henri Lefebvre, philosophe et sociologue - communiste - reste encore trop ignoré en France alors qu'il est mondialement reconnu. Il a fait l'objet dans son propre pays d'un double ostracisme, de l'Université et du PCF. Aujourd'hui on redécouvre enfin son « Droit à la ville » (1968), souvent en le banalisant en un slogan. Lefebvre a pourtant développé une ample pensée spatiale associant, entre



autres, critique de la vie quotidienne, révolution urbaine et production de l'espace. Pour lui, « l'espace est politique » et il ne saurait y avoir d'émancipation sociale qui ne soit, en même temps, consciemment spatiale. A lire ou relire son œuvre foisonnante, on n'en finit jamais de le redécouvrir et d'apprécier son actualité. Quant à Foucault, son archéologie de l'enfermement à l'époque classique (Surveiller et punir), ouvre sur une « microphysique du pouvoir » actuel. Il veut, dit-il, saisir le pouvoir qui, dans tout un corps social, est l'essentiel de la lutte des classes. Car, là où il y a pouvoir, il y a nécessairement des résistances avec de multiples foyers et lieux de mobilisations.

Qu'est-ce que les mobilisations populaires brésiliennes ont de particulier ?

Elles sont aussi bien rurales, avec les paysans sans-terre, qu'également urbaines. En juin 2013 ont eu lieu de grandes manifestations dans une centaine de villes, une mobilisation contre l'augmentation des billets d'autobus, les plus chers du monde au regard du faible pouvoir d'achat des populations concernées. Cette insurrection, plutôt inattendue, a montré la profondeur de la crise du modèle urbain brésilien, incluant également la question du logement dans les grandes métropoles où elle mobilise le Mouvement des Sans-toit. Ces mouvements socioterritoriaux populaires montrent avec les occupations - de latifundios ruraux ou de parcelles urbaines spéculatives - leur dynamisme. Le malaise social et démocratique actuel traduit certaines limites du « lulisme », et nourrit du même coup les ambitions de la droite revancharde sous la forme d'un Coup d'État (golpe) institutionnel visant la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Dans cette ébullition, le Brésil m'apparaît comme une sorte de laboratoire des nouvelles mobilisations populaires à l'heure du capitalisme financier métropolitain.

***J-Y Martin, Mobilisations populaires au Brésil 1985-2015**, Ed. du Petit Pavé, Angers, 2016, 172 p. 14 €

1936-2016 : congés payés, une avancée sociale historique

Le Front populaire a inscrit dans l'Histoire il y a 80 ans, des réformes sociales, devenues références dans le monde entier.

A quelques jours d'un nouvel été, et dans le contexte des attaques contre le code du travail, il faut mettre en perspective **cette conquête déterminante sur le temps de travail annuel, que furent les congés payés.** Des deux semaines de 1936, aux cinq semaines d'aujourd'hui, les luttes notamment ouvrières, vont pas à pas, donner du sens à l'Histoire et à la vie.

Le rêve devient réalité et l'utopie défie le patronat.

La bourgeoisie qui croyait ses territoires de loisirs réservés, voit avec horreur débarquer les hordes sauvages des « prolétaires » à casquette sur les plages de La Baule et Pornic. Pour la première fois de son histoire la classe ouvrière accède aux loisirs de masse. **A Nantes, on estime à 5000 le nombre de nantais qui vont alors profiter de ces premiers congés payés, entre le 14 juillet et le 31 août 36.**

Beaucoup vont découvrir pour la première fois, des paysages restés jusque là inconnus. Au travers des départs massifs en train, avec les billets « congés payés », tous les moyens sont bons pour s'évader en famille, ou avec les voisins, en car, en tandem, parfois en automobile. Avec la découverte de la mer, ce sont les premiers bains pour les enfants et les jeux de plage.

Léo Lagrange favorisera les associations de sport et de tourisme pour que les salariés puissent profiter au mieux de



leur temps libéré. La jeunesse va connaître son plus bel été avec « les auberges ». L'été 36, après le mois de mai des luttes, va marquer durablement les mémoires et laisser de bons et beaux souvenirs.

27,8 % d'encadrants supérieurs ou de directions sont des femmes dans la fonction publique territoriale alors que le niveau de féminisation est de 60,9 % dans cette même fonction publique en 2013. (Direction Générale de l'Administration, avril 2016).

« **Les montants annoncés s'avèrent très inférieurs, dans certains cas, à leurs attentes et aux calculs prévisionnels qu'ils avaient réalisés** » déplore l'Association des Communautés de France. En cause, selon elle les changements de statuts d'intercommunalités et du coup de rabot imposé par l'État.

Au cœur des collectivités

7

Nantes Métropole

L'aménagement du territoire en question

Première étape pour l'élaboration du PLUm (Plan Local d'Urbanisme métropolitain), le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) fixe l'esprit, les grands principes du projet de territoire et de son aménagement. Le Plan Local d'Urbanisme métropolitain est un document stratégique qui va porter les ambitions politiques des 24 communes de l'agglomération nantaise pour la prochaine décennie.

Le PLUm viendra remplacer les PLU (Plan Local d'Urbanisme) communaux, co-construit entre la Métropole et ses 24 communes pour doter celle-ci d'une vision cohérente et partagée pour répondre aux problématiques communautaires en matière d'aménagement économique, d'habitat, de transport, de cadre de vie...

Le contexte économique, dans lequel nous évoluons, fragilise bon nombre d'habitants de la métropole parmi les plus précaires. La crise permanente dans laquelle nous vivons, ne doit plus que jamais focaliser l'action des élus communistes en faveur du développement économique et surtout de l'humain. La métropole nantaise est un territoire dynamique avec des industries de pointe diverses portées, par de multiples PME, il nous faut conforter et les développer dans cet esprit car l'emploi est une priorité.

C'est pourquoi, lors du prochain conseil de Nantes Métropole, les élus communistes auront à cœur de défendre le dynamisme économique de la métropole sans en faire un enjeu de concurrence



avec d'autres territoires ou métropole. Nos communes doivent être actives pour ne pas laisser faire les logiques de « dumping social » et territoriale qui prévalent aujourd'hui ! Ce message doit être entendu de notre gouvernement et de nos députés qui au travers de la loi travail vont exactement dans le sens inverse. Les élus communistes lors du prochain conseil du 28 juin vont réaffirmer que d'autres choix sont possibles.

La ville pour tous, telle que nous la voulons, c'est celle où l'on travaille, c'est aussi celle où l'on habite. Il est essentiel de privilégier la qualité de vie qui fait l'attractivité de la métropole. Les besoins en logements, sont grands. Ce PADD avec son PIUm doit permettre de disposer d'outils pour résister à l'étalement urbain et donc densifier les cœurs de villes tout en améliorant la qualité de vie. Penser l'habitat, c'est penser les lieux de respirations, de détente, les espaces verts qui font la spécificité et la diversité paysagère du territoire. Penser l'habitat, c'est aussi penser les services publics proximité, les commodités de déplacement qu'attendent les habitants et usagers de la ville.

L'habitat doit être pensé pour tous, il faut donc aussi réaffirmer la nécessité de construire du logement social dans l'agglomération nantaise. Et c'est pourquoi, les communistes demanderont que les efforts ne soit pas portés uniquement par les communes de Nantes, Saint-Herblain ou Rezé, la mixité sociale doit être portée sur l'ensemble de notre territoire.

Politique de la ville

Portrait de QPV



Depuis le 1er janvier 2015, les 1296 Quartiers Politiques de la Ville (QP) ont remplacé les différentes catégories de découpage territorial qu'étaient les 717 Zones Urbaines Sensibles (ZUS) et les 2304 Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS). On en dénombre 19 en Loire-Atlantique dans les villes de Saint-Nazaire (3), Châteaubriant (1), Nantes (12 dont 2 avec St-Herblain), Orvault (1), Rezé (1), St-Herblain (1). Un an après la réforme, l'Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV) dresse le premier portrait de ces territoires de ses habitants en 2015.

Les habitants des QPV sont 4,8 millions contre 7,8 pour les anciens CUCS et ils se concentrent dans les aires urbaines comptant plus de 10 000 emplois. La population est plus jeune que l'agglomération dans laquelle le quartier s'inscrit, le taux de scolarisation après 16 ans est plus bas et en conséquence la proportion de diplômés plus faible. Avec 18,4 % de la population, les étrangers sont deux fois plus représentés que dans l'aire urbaine. Le taux d'emploi est plus faible et le nombre de familles monoparentales plus fort qu'ailleurs. A partir de cet état zéro, l'observatoire pourra constater de la pertinence des politiques publiques mises en place pour faire face au plus grand problème des populations : les inégalités.

Congrès des Maires de France

Le PR cède en partie aux élus locaux



Depuis plusieurs semaines, les associations d'élus ont fait monter la pression : elles n'en peuvent plus de la baisse de la dotation globale de fonctionnement. Au Congrès des Maires même, l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains a distribué des tracts et donné de la visibilité à la contestation.

Quels résultats ? Lors de la clôture, le jeudi 2 juin, le Président de la République a fait des annonces : la ponction sur le bloc communal serait finalement égale à 1 milliard d'euros alors que 2 milliards d'euros auraient dû être économisés... L'œil attentif aura relevé que seul le bloc communal (commune et intercommunalité) serait favorisé : les Conseils départementaux et Conseils régionaux seront donc toujours à la même diète. La baisse du financement d'État aux collectivités sera donc de 2,67 milliards d'euros contre 3,67 initialement...

Autres annonces : reconduction du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local (FSIPL) ; la préparation concertée d'une loi portant sur le financement des collectivités et au sein de laquelle il faudra trouver les voies d'une réforme de la dotation globale de fonctionnement...

Près de vous

Conseil municipal de Basse-Goulaine

L'occasion était belle : la mise en place de la tarification sociale de l'eau est passée en Conseil. Marie-Claude Robin, élue communiste d'opposition a rappelé que les choses bougent quand les élus communistes sont en responsabilité : « Nous avons eu le tarif unique et maintenant le tarif social : comme quoi, un communiste est toujours utile ». Plus loin dans le Conseil était examiné le rapport de la Chambre régionale des comptes sur Nantes Métropole. Quelques remarques : Le constat malgré une TOEM élevée est l'absence de travaux correspondant aux sommes engrangées. Par ailleurs, la remarque selon laquelle les effectifs de personnels se seraient accrus semble à creuser pour l'élue. De même, elle note que le nombre d'heures supplémentaires est toujours en progression. Enfin, concernant Nantes Métropole elle note que malgré des progrès, les transports peuvent encore se développer notamment à Basse-Goulaine. En questions diverses, Mairie-Claude Robin est revenue sur des sujets d'actualité : condamnation tant du coup de force du 49-3 pour faire passer une mauvaise loi que sur les casseurs qui cassent avant tout la mobilisation populaire. Enfin, regret de ne pas avoir pu débattre en Conseil du transfert de l'Aéroport de Nantes-Atlantique à Notre-Dame-des-Landes notamment pour pouvoir exposer son point de vue, résolument favorable : pour la sécurité aérienne, pour l'environnement, pour que Saint-Aignan survive, pour l'emploi avec le développement d'Airbus et de l'IRT Jules Verne...

Fusion des communautés de communes, Sèvre Maine et Goulaine et Vallée de Clisson

va être soumis au vote des élus municipaux le mardi 14 juin. Le projet stipule que cette fusion transformera cette collectivité en communauté d'agglomération. La loi NOTRe qui impose ce regroupement, dans le cadre des réformes des collectivités successives, a pour objectif la réduction de la dépense publique pour répondre aux exigences du gouvernement et du MEDEF. Des dépenses pourtant si utiles pour répondre aux enjeux d'avenir et aux besoins des populations. Si le statut de communauté d'agglomération permettra de percevoir 1 300 000 euros supplémentaires de dotations de l'État, cette intercommunalité prendra en charge 3 compétences supplémentaires obligatoires ainsi que des compétences facultatives. Autant dire que pour une nouvelle intercommunalité de 52 000 habitants (25 euros par habitant), les services publics rendus aux populations seront au rabais. C'est pourquoi, les élus communistes et républicains de Gorges ne cautionneront pas ce projet imposé par l'État. Par ce choix, ils souhaitent que le Préfet prenne ses responsabilités et impose de lui-même à 52 000 habitants un mariage forcé dont les conséquences seront la réduction des services rendus aux populations et la dégradation des conditions de travail des agents territoriaux.

Jeunes Communistes

Le PCF réaffirme son attachement au MJCF à l'occasion du 37e congrès



Le PCF a tenu à donner une place de choix aux jeunes communistes, et ce, dès l'ouverture du congrès. Après l'arrivée agitée du cortège des jeunes militants, Camille Lainé, secrétaire générale du Mouvement des Jeunes Communistes de France, prenait la parole devant les 800 congressistes.

Durant tout le week-end, nous étions également présents en tenant un stand et en apportant notre aide pour l'organisation. Certains étudiants communistes assurant même la traduction des invités internationaux.

Au delà des aspects pratiques, la réaffirmation de nos liens est apparue dans les débats même par une mention, au sein du relevé de décisions sur l'organisation de notre parti, du soutien du PCF au développement du MJCF.

En Loire-Atlantique aussi les jeunes communistes ont eu la parole lors du congrès départemental à Saint-Herblain. L'intervention de Charles Marsaud, secrétaire départemental du MJCF 44, a notamment permis l'adoption, par le congrès, d'une motion de soutien aux jeunes communistes victimes de la répression policière lors d'actions contre la loi travail.

Dans notre département, nous avons la chance de bénéficier depuis déjà de nombreuses années du soutien du PCF et nous tenons à le remercier à nouveau pour son aide exceptionnelle.

« Le vignoble en fête »



Fête de la section Loire et Sèvre du PCF

Samedi 25 juin
A partir de 15H00
Parc de la Filée aux Sorinières

Conférence-débat sur Quel Front populaire du 21ème Siècle ?
Exposition sur les années du front populaire

Tournoi de Molky
Jeux divers

Concert de Jazz manouche et swing avec le Hot club de Nantes

Bar et grillade du vignoble

Entrée gratuite

Hommage à Yvette BONTEMPS et André MOLE

Beaucoup de tristesse nous a gagné quand nous avons appris le décès de nos camarades André MOLE et Yvette BONTEMPS. André était un camarade de Trignac, militant communiste, il avait eu pendant de nombreuses années, des responsabilités syndicales, Secrétaire du syndicat CGT des dockers de Saint-Nazaire et conseiller aux prud'hommes. André avait aussi été conseiller municipal à Trignac. Et puis Yvette qui nous a quittés après une longue vie militante au sein de la cellule Marcel Cachin à Couëron. Militante de terrain, elle avait pendant de nombreuses années participé à la vie du stand de Loire-Atlantique à la fête de l'Huma, où elle avait notamment contribué à faire de nombreuses adhésions au PCF. L'association des vétérans de Loire-Atlantique du PCF présidée par Jacques ROUSSEAU, se joignent à la fédération du PCF et aux Nouvelles de Loire-Atlantique pour présenter leurs condoléances aux proches d'André et d'Yvette.

Le Front Populaire

Hors-série de L'Humanité Dimanche



« Quand le peuple s'en mêle ». Sous ce titre, L'Humanité publie un hors-série de 92 pages à l'occasion du 80e anniversaire du Front populaire.

Ce numéro exceptionnel, dans une visée pédagogique, analyse les ressorts d'une victoire populaire qui combina succès électoral et mouvements de grève d'une ampleur inédite comme il maria la défense de la république avec la conquête de droits sociaux qui paraissaient inimaginables quelques mois auparavant.

Plusieurs historiens, spécialistes de cette période, ont prêté leur concours à cette publication.

Vous pourrez vous en procurer des exemplaires à la fédération de Loire-Atlantique du PCF (8€).

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA
Robin SALECROIX
Gauthier LORTHIOIS
André MAURICE
Photo page 4 : Patrice MOREL



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL:..... EMAIL:.....

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 - Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€
- Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES